

# Les émeutes de Léopoldville

Jacques Marres, avocat à Stanleyville, et Pierre De Vos, correspondant à Bruxelles du journal parisien *Le Monde*, ont vécu l'évolution du Congo depuis 1945, et les émeutes de Léopoldville.

Ils ont mené à travers le Congo une enquête minutieuse sur la situation telle qu'elle se présentait après le 4 janvier. Ils ont interrogé des centaines d'Européens et d'Africains, acteurs du drame.

« **L'ÉQUINOXE DE JANVIER** » est la première étude complète offerte au public sur l'ensemble de la politique congolaise de ces dernières années.

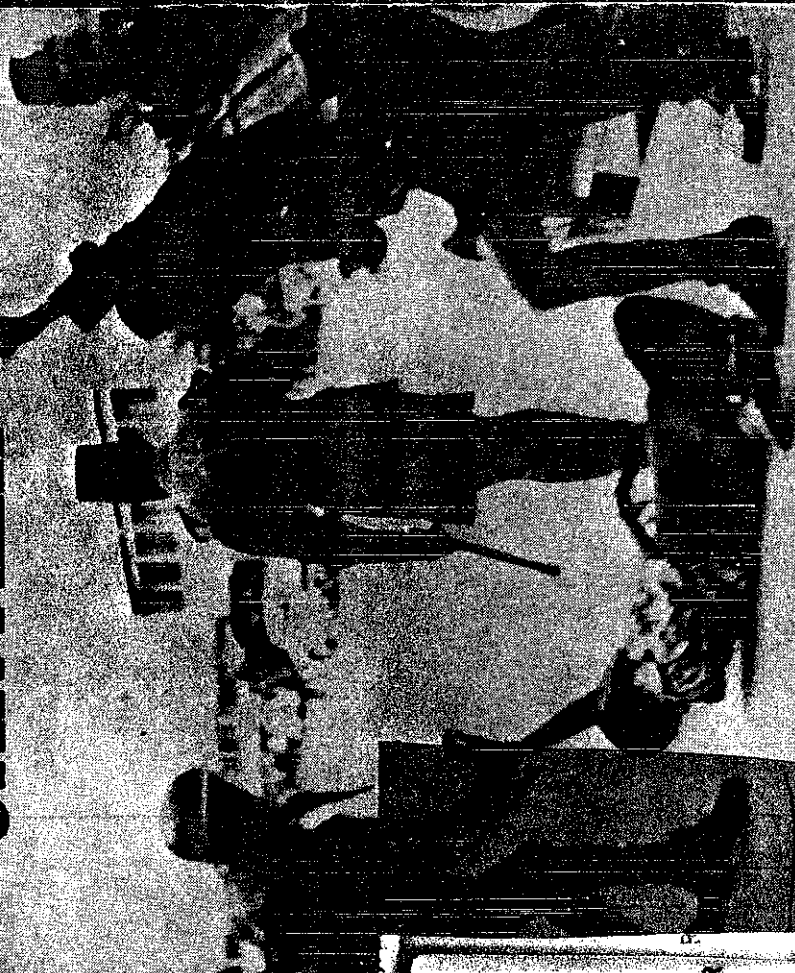
Le volume comporte des récits vivants, des interviews et dialogues, des témoignages, une large perspective des possibilités d'avenir du Congo et de la collaboration humaine entre Noirs et Blancs.

Ce livre a sa place chez tous ceux qui réalisent l'importance majeure que prend l'Afrique dans l'évolution du monde. « Le sort du monde entier », a dit très justement M. Lemaigen, membre de la Commission exécutive du Marché commun, « dépend essentiellement du versant vers lequel s'inclinera l'Afrique dans les années à venir. »

Prix de vente : 120 francs belges

ÉQUINOXE DE JANVIER

# L'ÉQUINOXE de JANVIER



ÉDITIONS EURAFORIENT — BRUXELLES

H/ AFR

H/ CRU

K

M A R R

vement, attaché au premier bourgmestre européen et diacre protestant. Ses fils font la notoriété de la famille. Philippe a été le directeur de *Congo* jusqu'à l'interdiction de ce journal; André est employé au siège de Bruxelles de la Société congolaise de Banque; Thomas, qui a été le premier Congolais à obtenir un titre universitaire, est fonctionnaire au Marché commun.

Arthur Pinzi a été président du cercle libéral et président de l'Association du personnel indigène de la Colonie. Il a été nommé bourgmestre de Kalumu et a résidé en Belgique fin 1958.

Enfin, M. Bikiemi est un actif secrétaire d'un lyrisme débordant — et souvent maladroit.

Mais c'est autour de Kasavubu que se développe un culte de la personnalité symbolisée par une peau de léopard sur laquelle il est apparu en compagnie de M. Tordeur. C'est l'hommage traditionnel au chef. Il ne faut pas y voir nécessairement une aspiration à la royauté. Ce désir d'un roi Bakongo sera le fait de certains fidèles beaucoup plus que des dirigeants.

En octobre 1958, l'Abako réclame l'indépendance immédiate et sans conditions, sans se préoccuper au reste de définir les cadres, les moyens, les institutions de l'Etat nouveau. Plus tard, à Bruxelles, Kasavubu expliquera que les postes de direction économique, financière et technique pourraient être confiés aux Belges. En novembre, l'Abako réclame le retrait des forces métropolitaines cantonnées en Afrique, des élections au suffrage universel, un ministère congolais détenant les pouvoirs réels. Une liste de ce ministère aurait circulé à Léopoldville. Elle aurait comporté M. Ngalula, comme Premier ministre — ce qui est inattendu; M. Van Bilsen, comme Premier ministre adjoint; M. Cornélis comme ministre des Affaires économiques!

Moins puissant que l'Abako par le nombre de ses adhérents, mais plus évolué politiquement, le Mouvement National Congolais se constitue officiellement le 10 octobre 1958. En réalité, le groupement est né de la

réunion en août 1958 d'intellectuels congolais signataires d'une lettre au ministre Pétillon, protestant contre la composition exclusivement blanche du groupe de travail.

Les membres du Mouvement National Congolais peuvent appartenir, par ailleurs, à des associations tribales ou syndicales. C'est ainsi que le bourgmestre Diomi appartient à la fois au Mouvement National Congolais et à l'Abako. Le président du Mouvement National Congolais est Patrice Lumumba, clerc originaire du Kasai, immatriculé par la Cour d'Appel de Léopoldville réformant un jugement de Stanleyville qui avait conclu à l'immatriculé du postulant.

Lumumba a eu une carrière agitée. A Stanleyville, commis des postes, il fut président du Cercle des évolués, et, à ce titre, s'entretint longuement avec le Roi dans les jardins de la résidence, du temps où M. Schöller gouvernait la Province Orientale. Les évolués lui reprochaient un certain orgueil et Antoine Lopes lui succéda à la présidence de l'association. Ultérieurement, Lumumba, qui était venu en Belgique en 1955, fut arrêté pour détournement de deniers publics. Il fut condamné sur ses aveux, mais la peine prononcée à Stanleyville fut réduite en degré d'appel. A ce moment, Lumumba était déjà membre du parti libéral, sans grande conviction d'ailleurs, car il devait très vite se convaincre de ce que l'avenir était aux partis nationaux congolais. Le ministre Buisseret le tenait en haute estime et l'avait convoqué, aux fins d'avis, sur le statut unique, lorsque survint son arrestation. Celle-ci entraîna à Stanleyville un mouvement de solidarité des évolués, même hostiles la veille, qui cotisèrent pour la femme et les enfants du détenu et le remboursement de la somme détournée. Si sa condamnation est le grand reproche fait à Lumumba par les Européens, elle ne constitue pas un grief aux yeux des Noirs, encore que le prévenu ait été en aveux.

A peine libéré, Lumumba s'installe à Léopoldville, où de façon assez inattendue il devient directeur com-

mercial de la Brasserie du Bas-Congo, au moment où les bières concurrentes — *Primus* et *Polar* — se livrent, dans la cité, une lutte effrénée. Dans la capitale, Lumumba développe aussitôt une action politique, devient vice-président de l'association libérale, président de la fédération des Batetelas. Il abandonnera d'ailleurs très rapidement les libéraux.

Le programme du Mouvement National Congolais a un aspect politique : indépendance, libertés fondamentales, unité congolaise, négociations avec la Belgique après l'indépendance, et un aspect pratique : éducation politique des masses, formation accélérée des élites, action à mener dans l'ordre et sans violence. Ce sont, grosso modo, les idées chères au professeur Van Bilsen, ancien chef de cabinet du ministre Harmel, ancien représentant de Belga à Léopoldville, et à qui les nationalistes portent un incontestable attachement. M. Van Bilsen est l'auteur d'un plan d'émancipation du Congo à réaliser en trente années. Que ne donnerait pas l'actuel ministre pour avoir encore aujourd'hui ne serait-ce que trois ans devant lui ?

L'état-major de Lumumba compte de nombreuses personnalités : Joseph Ngalula, rédacteur en chef de *Présence congolaise* et militant syndicaliste qui jouit d'une énorme popularité due à un talent d'écrivain et à une extrême simplicité. Gaston Diomi, bourgmestre de Ngiri-Ngiri, qui établit la liaison avec l'Abako. Antoine Ngwenza, qui est bâti en hercule et assume le secrétariat. Joseph Iléo, rédacteur en chef de *Conscience africaine* et leader Bangala. Alphonse Nguvulu, qui représente les milieux socialistes et le syndicalisme de gauche. Maximilien Liongo, qui représente l'Association du personnel indigène de la Colonie et est inscrit au parti libéral. Cyrille Adula, militant F.G.T.B., le « pur entre les purs », Jean Iyeki (qui changera de bord) et Albert Nkuli, qui sont tous deux journalistes.

Les thèses du Mouvement National Congolais dominent le concert politique des partis congolais. Ceux-ci sont multiples et risquent de se multiplier encore. Le

particularisme est aigu; en outre, beaucoup d'ambitions personnelles naissent.

Citons, à Léopoldville, l'Union progressiste congolaise menée par un jeune journaliste, Mwissa Camus, rédacteur en chef à *Horizons*, puis aux pages africaines de *L'Avenir* et Jean-Jacques Kande, devenu étudiant à Elisabethville après l'interdiction de *Quinze* et de *Congo* et le départ du ménage Labrique. Le Parti démocratique congolais de M. Sébastien Kini, conseiller du gouvernement, un Mouvement nationaliste congolais entièrement clandestin et spécialiste des tracts anonymes, un Parti de l'Unité congolaise, un Mouvement libéral congolais, un Parti travailliste congolais, un Mouvement de regroupement des populations congolaises, un Mouvement pour le Progrès national congolais.

Les partis de Léopoldville agissent peu à l'intérieur où le Mouvement National Congolais essaie cependant de créer des sections. Il en a aujourd'hui dans les principaux centres.

Parmi un nombre invraisemblable de leaders, hors de proportion avec le nombre de membres réellement inscrits et en règle de cotisation, citons, outre ceux déjà nommés, au Mouvement pour le progrès national congolais : MM. Honoré Mongazi, Jacques Massa qui fut leader du syndicalisme chrétien, Boniface Mateke et Ngaza; au Parti démocratique congolais, Gilbert Bongo; au Parti de l'Unité congolaise, MM. Bariko, Matekete, Pense, Ghenda, président de la Fédération des Batetelas dont il a éliminé Patrice Lumumba et Okuka, en rivalité aiguë, MM. Essandja, Iyeki et Kalumba, respectivement président, secrétaire général et secrétaire, qui s'opposent violemment à l'Abako et à Kasavubu et jouent dans l'Interfédérale ethnique un rôle important.

Dans la province, l'activité politique est moins intense. Elisabethville possède cependant une formation importante, l'Union congolaise, qui reprend avec plus de modération les thèses du Mouvement National Congolais, compterait trois mille membres, a une section

à Luluabourg et pour leaders M. Kitenge, Ilunga, Kitabunyi et Tshiluba. L'Union congolaise a un conseiller européen en la personne de l'avocat Rubbens, dont les tendances connues l'apparentent à la démocratie chrétienne.

A Stanleyville est née une Union nationale congolaise dont le président est un syndicaliste, M. Bondweke et le secrétaire M. Antoine Lopès, membre du Conseil du gouvernement.

Au Kivu, existe un Mouvement pour le progrès national congolais et un Centre de regroupement africain qui a été maladroitement interdit.

Notons que beaucoup de ces partis sont nés après les émeutes du 4 janvier.

Plus tard, après le congrès de Luluabourg, qui n'aboutira pas à un regroupement, naîtront encore au Kasai un Parti de Progrès Economique et Social des Indépendants congolais, à Kabinda, un Mouvement rural dont le président est M. Cyprien Gongo et qui constituera un groupe de travail comprenant cinq Européens. Enfin à Léopoldville, un Parti du Peuple, transformation de l'Action Socialiste où l'on retrouve Alphonse Nguvulu, qui est cependant membre actif du Mouvement National Congolais.

L'éparpillement est manifeste alors que les tendances sont souvent identiques. Le ministre a promis de renouer, en juin 1959, à Léopoldville, les leaders de ces partis. Il lui faudra des semaines pour les recevoir tous, pour peu que les choses continuent ainsi...

Mais le congrès de Luluabourg a décidé un nouveau congrès à Stanleyville, en octobre, en vue notamment d'opérer une vaste concentration. Sauf l'Unaco, il ne semble pas que ces partis aient sollicité et obtenu les autorisations légales requises; une législation nouvelle à ce sujet serait mise sur le métier par les services du ministre.

Cette multiplicité de partis est un signe de bouillonnement. L'administration n'y porte guère attention, dans l'ensemble ne les interdit pas, ne les autorise pas

non plus, s'imaginer que ces divisions feront son jeu et qu'elle restera l'arbitre suprême. C'est choisir, délibérément, un risque majeur qui est l'éclatement du Congo. Le Mouvement National Congolais le sent très vite et met l'accent sur l'unité du pays. MM. Lumumba, Diomi, Ngalula se sont rendus au congrès d'Accra où ils révèlent que le Congo ne restera plus longtemps l'Empire du silence et que son évolution politique est amorcée. Ils y lient des amitiés, notamment avec M. Glinne, syndicaliste belge, rédacteur à *La Gauche*. M. Lumumba devient membre du Comité permanent à la Conférence d'Accra. Lui et ses amis y découvrent l'existence d'un mouvement anticolonialiste universel et ils en feront largement part aux Congolais dès leur retour. Enfin, ils reconnaîtront loyalement qu'économiquement le Congo est le plus avancé des pays africains et qu'il y a là un acquit à ne pas gaspiller. Ils sont ouverts à des idées de large collaboration. Encore faudrait-il y prêter attention et rompre le tragique tête-à-tête avec l'Abako. L'administration, enfermée dans un immobilisme qui s'étève à la hauteur d'un dogme d'action, ne saisira aucune des occasions de dialogue offertes à ce moment. De façon inattendue, elle sera à la fois Abakiste avec M. Tordeur, progressiste en son vocabulaire et réactionnaire en fait.

La thèse belge est toujours que l'économique suffit à tout. Or, précisément, l'économie congolaise se dégrade et la crise est particulièrement manifeste à Léopoldville. M. Cornélis, alors vice-gouverneur général, avait jadis proclamé, à la fin d'un somptueux dîner à bord d'une unité de la Compagnie Maritime Belge, que Léopoldville compterait un jour un million d'habitants. Depuis, la capitale en a pris le chemin, polarisant les crédits, plantant des buildings tout au long de l'avenue Albert, devenant cette ville tentaculaire qui symbolise notre orgueil africain. On aura une idée de l'expansion démographique en notant que la population a décuplé en vingt-cinq ans. En 1958, elle est de dix-huit mille

Européens et de quatre cent mille Noirs, dont la moitié sont Bakongos et vingt-cinq pour cent des étrangers, principalement des Angolans. Un groupe ethnique important est celui des Bangala qui ont imposé leur langue : le lingala. La population n'est pas équilibrée. Il y a proportionnellement trop d'hommes et trop d'enfants.

Il y a surtout trop de chômeurs. Ils sont officiellement vingt-quatre mille fin 1958, alors qu'ils n'étaient que treize mille en mai. Le chômage résulte de la disparition de la confiance qui se traduit par des exportations de capitaux. De 1955 à 1958, les dépôts bancaires ont diminué de cinquante pour cent et les réserves de change des quatre dixièmes. L'autofinancement congolais a cessé de fonctionner, les bénéfices ne sont plus réinvestis, la contrepartie des exportations est souvenement perçue et maintenue en Belgique. Des Européens empruntent au Congo ou s'y endettent volontairement et se constituent des réserves dans la métropole. L'Européen, comme le Noir, ne croit plus à l'administration du pays qui se borne à attendre les conclusions du groupe de travail. C'est uniquement à cette attente que se résigne finalement M. Pétillon.

A la veille de devenir ministre, M. Pétillon avait lancé un slogan : « Il faut décoloniser le Congo ». Le mot frappa et s'étendit d'ailleurs à l'étranger, notamment en France. Mais, en fait, on ne connut jamais le programme de décolonisation du ministre. Le mot ayant provoqué des remous, M. Pétillon s'expliqua d'une manière assez embrouillée : « Le Congo, dit-il, n'est plus tout à fait une colonie et il devient un pays ». Et il ajoutait : « Le Congo n'a pas le choix entre s'arrêter et avancer. Dans un monde qui bouge, il doit avancer. Pour le Congo, le plus grave danger serait l'immobilisme contre nature et à contre-courant. »

Cependant, le ministre-technicien fut le premier à pratiquer cet « immobilisme ». Sous prétexte que le gouvernement ne disposait pas d'une majorité suffisante, on ne définissait pas la politique africaine qui devait,

selon certains, être le produit d'une collaboration entre divers partis. Cependant, de plus en plus sévèrement, les journaux réclamaient ce programme : « Il faut définir une politique et sans tarder », écrivait *Le Courrier d'Afrique*, avec *L'Essor du Congo*, de très loin le plus important journal du Congo. « Et une politique exhaustive. On ne peut se contenter longtemps encore de déclarations fragmentaires, qui jettent inutilement le trouble dans les esprits, risquent d'hypothéquer un climat psychologique dont l'importance est essentielle, donnent l'impression de souffler le chaud et le froid et compromettent inutilement les autorités responsables. Nous l'avons dit l'autre jour. Nous le répéterons tant qu'il le faudra. »

A ces exhortations, le ministre du Congo répondait par le silence. De plus en plus, exaspéré par la « jungle » politique belge, par le « système » auquel il n'était pas habitué, le ministre se renferma dans une tour d'ivoire. Il n'hésitait pas, affirme-t-on, à se tenir à l'écart des autres ministres, qui lui auraient vivement reproché son manque d'esprit d'équipe. Bref, le ministre regrettait sans doute d'avoir pris place dans la barque, et il versa dans l'immobilisme.

C'est alors qu'éclata le coup de théâtre gaulliste. Le général, préparant le référendum du 28 septembre, entreprit dans toute l'Afrique une tournée pour le moins sensationnelle, et qui eut les résultats que l'on connaît. Le passage du chef du gouvernement à Brazzaville fut remarqué à Léopoldville — à cinq kilomètres de l'autre côté du fleuve — avec autant d'intensité que dans la capitale de l'A.E.F. Les paroles du général touchèrent les Congolais de Léopoldville avec une égale vigueur. Et quand de Gaulle parla d'indépendance, très franchement, à cœur ouvert, en expliquant le pour et le contre, il y eut du côté congolais une réaction inévitable : « Pourquoi les Belges ne nous parlent-ils pas ainsi ? »

En Guinée, à Dakar, le général fut plus franc encore : « Vous voulez l'indépendance ? Mais prenez-la donc ! »

C'est dans cette condition essentielle que réside la garantie des intérêts de chacun et de tous.

Le peuple congolais fera la démonstration de sa sagesse et de sa maturité en entreprenant avec nous l'édification des structures nouvelles et en assumant avec conscience les graves responsabilités de son avenir. Ce résultat, il l'atteindra par l'action politique qui s'inscrit dans le cadre de la déclaration gouvernementale.

Cette action est à l'opposé de l'agitation politique dont nous venons de ressentir douloureusement les funestes effets lors des événements récents de Léopoldville. La leçon de ces journées graves est dure mais claire : le pays ne peut plus tolérer des attitudes ou un comportement qui poussent à la violence des gens qui ne demandent qu'à vivre plus heureux. Ceci est vrai pour tous les habitants du Congo : leur avenir à tous est en jeu.

Les menées politiques en opposition avec l'action politique, conduisent irrémédiablement à des revendications de plus en plus poussées, de plus en plus excessives, de plus en plus irréalisables, qui finalement ne trouveraient plus devant elles que le vide. A ceux qui veulent acculer ce pays au miracle, je dis qu'il n'y aura pas de miracle, mais le désordre et l'anarchie.

L'action politique, elle, vise au contraire à la formation de la conscience civique et politique de la masse. Dans ce cadre, des partis politiques animés du souci de réaliser le bien commun du Congo dans la paix sociale et le progrès économique, trouveront naturellement leur place.

Le discours, à beaucoup, paraît manquer de chaleur. Il est d'un économiste distingué, d'un politique peut-être avisé. Encore manque-t-il au Congo un Malraux. Les indépendances ne se bâtissent pas sans les poètes. Où sont les chantres du Congo ? Peut-être dans cette presse noire qui naît et sourit parce que d'un coup son pays est entré dans l'histoire.

Il va falloir s'habituer à vivre dans un éclairage intense. Déjà les paupères de beaucoup clignotent. Aurons-nous assez de manières de réflecteurs ? Parmi les conseillers qui écoutent M. Cornelis, où sont ceux qui ont le sens des foules et de leur manèment ? C'est le privilège des assemblées distinguées d'être à l'écart, loin de la sueur du peuple et des maux quotidiens, loin aussi des âmes, et c'est cela qui est grave. Il faut trouver le chemin des âmes. Rien que la répartition des conseillers noirs parmi l'Assemblée montre que ce chemin n'est pas encore pris. Les détails qui exaspèrent, voilà peut-être sur quoi va buter le Congo.

Ce souci n'anime pas que des Noirs mais également un groupe d'intellectuels européens qui maintiennent, entre cité blanche et cité noire, ce pont sur lequel peut encore passer le train de la réussite. Noirs et Blancs se retrouvent au restaurant du Zoo où se décide le congrès de Luluabourg. S'y retrouvent notamment Patrice Lumumba, très sûr de son rôle, Ngalula, rédacteur en chef de *Présence Congolaise*, A. Lopès, Sébastien Kini et d'autres conseillers du gouvernement. Les Katangais, déjà fortement organisés dans l'Union congolaise, dont le conseiller est l'avocat Antoine Rubbens, sont très soucieux des problèmes économiques et font preuve vis-à-vis de la capitale d'un provincialisme agressif qui n'est pas, au reste, sans justifications.

Au Tribunal de première instance, le président lit le jugement qui accorde enfin aux avocats le droit de prendre connaissance des dossiers au nom desquels des hommes sont en prison. Il a fallu un mois pour en arriver à cet acte élémentaire. Les autochtones ont hâte de voir la réforme judiciaire entrer dans les faits. Les tribunaux de districts doivent cesser d'être simplement des machines enregistrees. La justice aussi doit être, à tous les échelons, chose sérieuse. C'est la dignité d'être qui est en jeu, et le droit sacré d'être libre.

Faut-il à cet égard rappeler que sous la présidence de M. Raé, éminent civiliste, des textes arrêtant une nouvelle organisation judiciaire ont été rédigés ? Ils sont restés lettre morte faute d'application. Ils faisaient cependant droit à l'une des revendications fondamentales des Noirs : une justice égale à tous rendue pour tous par des magistrats indépendants et non par des fonctionnaires dont les jugements sont, le plus souvent, copie intégrale des réquisitions du Parquet. L'application de toute urgence doit intervenir car c'est avec des mots de sévérité que le Congo prend les chemins de la liberté. La presse du Kivu en a su tout de suite quelque chose. Liberté pour tous, certes, mais dans une certaine ligne. N'est-il pas temps d'être sincères et d'abord envers les adversaires, qu'ils soient colons blancs ou extrémistes noirs ? Un régime ne vaut que s'il se défend par d'autres armes.

Finalement le Tribunal d'appel siégeant en matière de détention préventive libérera divers inculpés dont Bikiemi, coupable surtout d'avoir parodié une fable de La Fontaine qui, comme chacun sait, fut un précurseur de l'anarchie avant que d'être appointé du Roi-Soleil.

M. Devos, juge-président, retiendra cependant en détention MM. Kasavubu et Kanza, malgré les effets de M<sup>e</sup> Croquez et une excellente plaidoirie de M<sup>e</sup> Gofin, venu de Bruxelles sur désignation du bâtonnier.

La décision, fortement motivée, sert au mieux les intérêts de l'ordre public. Dans l'atmosphère du moment, Kasavubu et Kanza ne sont ni libérales ni condamnables au fond. L'une ou l'autre solution jetterait à nouveau la cité dans l'émeute. Il faut désormais, pour en sortir, un coup de théâtre. M. Van Hemelrijck y pourvoira bientôt, avec le talent qui est le sien devant l'impossible. Ce sera, au petit jour, le départ pour Bruxelles des leaders Abako qui représenteront une espèce très spéciale de prévenus, toujours poursuivis mais déjà considérés.

A Léopoldville, en dehors de l'enceinte du tribunal, nous retrouvons le parler d'Alger qui se pratique en mauvais français de Bruxelles. Les paras sont là, jeunes et forts, le béret haut perché et qui incarnent où se situe l'idéal de civils, pourtant de la plus ancrée et de la plus sage hérédité antimilitariste. L'information a employé, sans honte, le mot « ratissage ». Nous en sommes aujourd'hui au « pourrissement ». Mais nous sommes, Dieu merci, incapables de nous installer dans tout cela même pour le plaisir de jouer les matamores. Il n'y a pas, et il n'y aura jamais de majorité pour une politique de force. Alors, il faut faire l'autre et jusqu'au bout, avec de la hardiesse et de la générosité.

Pour cela, il faudrait d'abord une autorité qui prenne ses responsabilités, décide et exécute. Où est-elle, alors que, paraît-il, le ministre a donné au gouverneur général un ordre que ce dernier refuse d'exécuter ? L'une des deux fonctions paraît, depuis longtemps, être de trop. Le Congo est bicéphale et entre deux têtes manœuvrent les opportunistes et tous les prévoyants de l'avenir.

Que l'une des fonctions soit de trop, c'est l'avis déclaré du vice-gouverneur Schöller, qui n'aime visiblement pas qu'un autre fasse écran entre le ministre et lui. André Schöller est le plus populaire et le plus capable des hommes de l'intérieur. Ses amis l'ont plaint jadis d'avoir quitté un bureau de substitut pour l'inconfort de la territoriale. Il a une force qui est le silence. Le gouverneur général Jungers en fit son chef de cabinet, notamment parce qu'il pouvait passer, avec lui, une journée en avion sans échanger plus de quatre mots. C'était reposant. Des gens qui parlent trop pour répéter ce que tout le monde dit « ce sont », Schöller *dit*, « des chromophages ». Il a un solide mépris de l'administration en général, des services de Kalina et de Bruxelles en particulier. Commissaire provincial au Katanga, il y a noué de solides amitiés. Gouverneur à Stanleyville, il y a accueilli le Roi et s'est passionné

table car il faut un commencement à tout, même à un gouvernement du Congo par les Congolais.

Ajoutons que, dans un an, ce collègue sera profondément modifié car le conseil du gouvernement lui-même sera tout autre. Il sera alors l'expression au moins partielle de la volonté nationale, et pourra exiger des pouvoirs délibératifs qui feront de lui l'amorce d'une véritable chambre des représentants.

La réponse de la cité, ignorée par les élections, est, devant ce conseil et ce collègue, une énorme indifférence.

L'avenir se joue dans une enceinte judiciaire beaucoup plus que dans un parlement qui soudain ne représente plus que le passé et auquel il est surtout demandé de se saborder lui-même. Les conseillers paraissent tisser de noir le cadre où se célèbre un *De Profundis*.

La dernière assemblée du Congo réactionnaire fait sagement son devoir de bon écolier. Elle ne sait plus où est le magister, ni si les bons points d'aujourd'hui ne seront pas la condamnation de demain.

Est-ce le dernier grand méchoui des Beni-oui-oui ? C'est ce qu'en a dit un journaliste congolais. Encore le style d'Alger, cette fois à l'envers de ce que prônent les amateurs de 13 mai.

Il est encore temps de changer, mais, de grâce, tout de suite et avec du style.

A défaut, demain nous serons ce rêve manqué, ce grand pays libre qui aurait pu être et n'aura pas été.

Et cependant, tout peut encore être sauvé, dans une perspective à la mesure du pays prodigieux qui est le nôtre. Il n'y a de problème Abako que dans l'hypothèse tribale et locale.

Il faut sortir le Congo de l'ornière, même avec l'Abako située dans son cadre, qui est un cadre local. Il faut empêcher que le pays ne tombe en morceaux sous l'action de forces contraires. Seul un vaste mouvement national, et d'abord national et autochtone,

peut surmonter le dilemme tragique. Il faut au Congo ce qu'a été aux Indes le parti du Congrès.

Des forces latentes, et qui partout se manifestent, il faut extraire un rassemblement à l'échelle nationale.

Un candidat se présente à cette tâche énorme et exaltante. C'est le Mouvement national congolais. Chacun en pensera ce qu'il veut. Il a un premier mérite, qui est d'exister et d'avoir surmonté le tribalisme dans la cité de l'exaspération tribale.

Sous cette forme ou sous une autre, il faut qu'à très bref délai le Congo se retrouve dans son unité fondamentale que nous avons du reste créée.

Seul un grand parti national, celui-là ou un autre, dépassant les questions de personnes, de clans et de régions, restituera dans la patrie nouvelle le système vrai de l'avenir, de l'expansion, de l'unité. Il faut que l'idée de diviser pour régner soit exclue de tous les esprits.

C'est seulement dans cette perspective, à l'exclusion de toutes autres, que le Congo sera, au cœur de l'Afrique, la grande nation qui, dans l'indépendance, dépassera le nationalisme obtus des uns, le conservatisme attardé des autres.

Le temps du choix est venu.

Il faut le faire hardiment.



encore pris parti. Elle sort à peine d'un long sommeil qui s'avère soudain une chance. Elle est l'interrogation de demain. Comment y répondre ?

Notre second après-guerre a été traversé par deux grands courants contradictoires. D'une part, les nationalismes morcelaient le monde et, si des indépendances légitimes naissaient, c'était malheureusement dans une atmosphère de fièvre et de haine rendant difficile le problème vital de l'assistance technique à de jeunes nations dépourvues. La démocratie restait lettre morte, le marasme croissait de jour en jour. D'autre part, se constituaient de grands ensembles à la fois militaires, idéologiques et économiques, tantôt dans des buts de guerre ou de défense : OTAN et Pacte de Varsovie, tantôt dans des buts de propagande commune : Ligue Arabe, tantôt dans un souci d'union technique : Benelux et Europe des Six.

Ces deux derniers groupes nous sont le plus familiers et, sous réserve de la trop grande timidité des premières mesures d'union, les seuls à répondre réellement à une idée de progrès dégagée, comme le veut Nehru, des questions politiques. Pour les peuples d'Afrique noire, et c'est là le sens de leur « oui » au général de Gaulle, le problème de demain est de concilier le nationalisme et l'Unité.

Le nationalisme africain est aujourd'hui un fait et l'évolution des peuples vers l'indépendance est irréversible. Qu'il existe aujourd'hui au sud du Sahara des patries nouvelles qui aspirent à la majorité politique, nul n'en peut douter, et il importe que ces patries naissent dans une ambiance fraternelle, avec beaucoup de bonnes fées autour de leur berceau. Le nationalisme, à ce stade, c'est la volonté d'être. Ce n'est pas une question économique, c'est une question de dignité humaine. Construire avec les nations noires les mécanismes constitutionnels de l'indépendance et les aider à les roder, tel est le premier devoir des Européens en charge de la tutelle. Mais il faut, tout de suite et d'emblée, prendre de la hauteur.

L'option de l'Afrique noire est entre l'éclatement en Etats sans importance, mendiant qui le rouble et qui le dollar, et entre une Fédération de l'Afrique noire rattachée à l'Europe des Six par des liens multiples et de tous ordres réalisant d'Elisabethville à La Haye, la libre circulation des capitaux, des marchandises, des idées et des hommes. L'Afrique noire a besoin de techniciens et de capitaux. Elle est apte à en profiter plus qu'aucune autre région du globe parce que le problème démographique ne se pose pas avec acuité. En même temps elle a une précieuse monnaie d'échange : les matières premières. Celles-ci font que le monde a de l'Afrique un besoin qui sera sans cesse plus crucial.

L'avenir politique et économique de l'Europe en Afrique ne peut résulter que de deux éléments : la reconnaissance et l'organisation confiante des indépendances réclamées, simultanément l'augmentation de ses engagements en hommes et en capitaux. Elle ne peut y mettre que les conditions de M. Van Houtte : la sécurité des investissements, le libre rapatriement des bénéfices, l'encouragement à l'initiative privée.

A ces préoccupations paraissent répondre aujourd'hui les positions constitutionnelles françaises et les écrits des leaders africains. Les conditions sont réunies pour qu'ensemble Européens et Noirs fassent du Centre Afrique une Amérique multiraciale. A condition que l'Europe des Six soit une vraie Europe où les particularismes soient enfin et définitivement dépassés, à condition que les nationalismes africains aient en vue le mieux-être des masses, à condition que les indépendances se bâtissent et se rodent dans le calme.

Phénomène par ailleurs tout récent, un courant important existe chez les peuples d'Afrique noire pour se rassembler demain en une fédération puissante. Personne n'envie le Libéria ou l'Ethiopie. Le Ghana, hier pôle d'attraction grâce à la personnalité de N'Krumah, la jeune Guinée, mise quelque peu à l'index pour n'avoir pas voulu suivre avec les autres une voie commune, apparaissent comme des nains à l'existence difficile.

Construire une grande Afrique pour tous, c'est le vrai sens des directives d'un Houphouët-Boigny, fortement marqué par l'idée gaulliste des grands ensembles.

En instituant une France nouvelle « de Dunkerque à Tamanrasset » le général de Gaulle a marqué les limites du vieux monde européen en tant que tel.

Il reste aux Européens à rajeunir en faisant l'Afrique noire comme ils ont hier bâti l'Amérique. L'avenir est une question d'engagement économique en même temps que d'imagination et de générosité politique. Si chacun le comprend, si les uns et les autres rompent avec de vieilles et vaines notions de puissance et d'égoïsme, si chacun joue sincèrement le jeu loyal de la liberté, de la fraternité et de l'entraide, peut-être l'univers néfaste des rideaux de fer, des haines nationalistes, des barrières douanières, et du surarmement, apprendra-t-il de millions de Noirs et de quelques dizaines de milliers de Blancs que sa mauvaise route n'était pas nécessaire et qu'il existait d'autres options.

Il appartient maintenant, mais très vite, aux Français de la V<sup>e</sup> République, aux Belges enfin attentifs aux problèmes politiques, aux Noirs éveillés aux réalités économiques, de *démontrer ensemble, et côte à côte, que demain commence à Tamanrasset.*

Revivons, pour conclure, un bref instant l'Afrique. Le soleil élabousse de lumière le fleuve qui roule ses eaux lourdes parsemées de jacinthes. Les pirogues glissent pendant que le Lokele manie courageusement la pagaie. A cinq heures en aval des rapides, retentissent les chants des Wagenias. La communion de l'homme et de la nature reste profonde. Deux mondes se regardent en dehors et en dedans des bureaux climatés. L'Occident porte, épuisé, le fardeau de l'homme blanc. Il est temps qu'il partage sa peine, qu'il répudie son orgueil, qu'il s'ouvre à une nouvelle conception du monde. La jeunesse de l'Afrique noire n'est pas un péril et c'est réflexe de vieillard que d'invoquer sans cesse l'expérience.

Charles Péguy écrivait :

*... C'est l'innocence qui est pleine et c'est l'expérience qui est vide.*

*C'est l'innocence qui gagne et c'est l'expérience qui perd.*

*C'est l'innocence qui est jeune et c'est l'expérience qui est vieille.*

*C'est l'innocence qui croît et c'est l'expérience qui décroît.*

*C'est l'innocence qui naît et c'est l'expérience qui meurt.*

*C'est l'innocence qui sait et c'est l'expérience qui ne sait pas.*

Henry Bordeaux disait : « L'expérience est un habit fait sur mesure et on ne porte pas les habits des autres. »

L'Occident peut, en Afrique avec les Africains, changer de costume, retrouver une jeunesse et un destin, bâtir une troisième force, cesser d'être ce cap minuscule de l'Asie ou ce satellite dédaigné de la trop puissante Amérique.

L'avenir et la jouvence sont au Sud. Nous ne les ferons nôtres que si nous cessons d'être des vieillards bardés d'égoïsme, de juridisme et d'orgueil, que si nous appliquons sincèrement les pactes nouveaux, que si nous ouvrons les routes de la dignité et des fraternelles collaborations. L'essentiel est de se retrouver égaux, en droit et de cœur, de ne pas, lentement, commencer à se haïr, de nouer le dialogue et de ne pas le cesser.

L'Afrique des jeunes politiques et du verbe déordonné, c'est, dans l'immédiat, un risque calculé qu'il faut prendre. C'est, pour demain, le nouveau matin du monde.